

Mr et Mme VALENTINO
9 bis route de Chartreuse
38700 LA TRONCHE

PPRN de La Tronche

La Tronche, le 25 Mars 2022

A l'attention de Mme la Commissaire Enquêtrice

Madame,

Le 10.09.2018, nous avons obtenu un certificat d'urbanisme favorable (avec prolongation) pour la construction d'une maison sur la parcelle cadastré AC506 lieudit « Le clos de Pierre » au 9 route de Chartreuse classé G2C (aléas moyen).

Nous avons procédé à une division parcellaire avec accord d'une déclaration préalable délivré par Mr le Maire de la Commune.

Nous avons trouvé un acquéreur pour cette parcelle mais le 03.04.2020, une nouvelle carte des aléas naturelle mentionne notre terrain en aléas fort « non constructible »

- En 2012, nous avons fait une étude géotechnique que je vous prie de trouver ci-joint
- En novembre 2019, une nouvelle étude géotechnique G1 a été établie que vous trouverez également ci-joint

A ce jour, notre terrain est toujours en zone non constructible.

Nous souhaitons, Mme la Commissaire Enquêtrice le réexamen de ce dossier pour pouvoir enfin vendre notre parcelle pour la construction d'une maison.

Je vous remercie de me tenir informé,

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées

Valentino





Madame Pasquale Valentino
9 route de Chartreuse
Le clos de Pierre
38700 LA TRONCHE

Recommandé avec A.R

Service urbanisme

Date :
07/01/2019

Objet :
déclaration préalable de travaux

N° de dossier :
DP 38516 18 10096

Contact :
urbanisme@ville-latronche.fr

Pages :
1/1

Madame,

Vous avez déposé le 11/12/2018 une demande de déclaration préalable pour une division en vue de construire, 9 route de Chartreuse, Le Clos de Pierre, à La TRONCHE.

Après instruction et avis des services consultés, je vous informe que votre demande de déclaration préalable a été acceptée et vous prie de bien vouloir trouver la notification de l'arrêté délivré le 07/01/2018.

**Nous vous ferons parvenir l'avis d'ENEDIS dès réception par nos services.
Les prescriptions émises dans cet avis devront être respectées.**

Vous devez procéder à l'affichage de la déclaration préalable dès réception de la présente et pendant toute la durée des travaux. Cet affichage devra être effectué sur votre terrain et sera clairement visible depuis la voie publique.
Il devra être maintenu en bon état pendant toute la durée des travaux.

A l'achèvement des travaux, une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) sera à déposer en Mairie ou à envoyer en recommandé avec accusé de réception. Cette DAACT doit être accompagnée d'une attestation RT2012.

Ainsi vous trouverez joints :

- 1 exemplaire de la Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information et vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de mes sincères salutations.

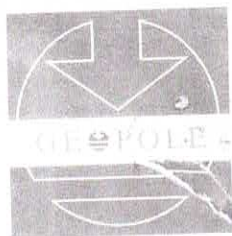
Le Maire,



Bertrand SPINDLER



Ville de La Tronche
74, Grande Rue
38700 La Tronche
04 76 63 77 00
www.ville-latronche.fr



Sols
Structures
Modelisation

La Tronche le 6 03 2012

3. chemin de la Viotte
38700 LA TRONCHE

Tel : (33) 04 76 90 25 40
Fax : (33) 04 76 90 56 40

Monsieur VALENTINO
9, route de Chartreuse
38700 LA TRONCHE

OBJET : Votre terrain de la Tronche

Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-joint notre rapport géotechnique concernant votre terrain de la Tronche, ainsi que notre Attestation d'Assurance, l'Attestation de la réalisation de l'étude géotechnique (parfois exigée par les communes), et la facture correspondante.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer nos meilleures salutations.

F. BLANCHET

RESPONSABILITE DECENNALE

Allianz IARD, dont le siège social est situé, 87 rue de Richelieu, 75002 Paris, atteste que l'entreprise :

SARL GEPOLE
3 CHE DE LA VIOTTE
38700 LA TRONCHE

est titulaire d'un contrat d'assurance de **responsabilité décennale** sous le N° 40627641.

Activités et Missions Assurées

9910 - Activité(s) non répertoriée(s)

Ingénieur Conseil

Le terme réalisation comprend pour toutes les activités ci-dessus la conception, la mise en oeuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage-levage. Par la notion de travaux accessoires et/ou complémentaires, il faut entendre la réalisation de travaux nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux relevant de l'activité principale définie. Ces travaux répertoriés comme accessoires ou complémentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. Si tel est le cas ces travaux seraient alors réputés non garantis.

9910 - Mission(s) non répertoriée(s)

II - Missions d'études techniques spécialisées: établissement de spécifications techniques détaillées, de calculs et plans d'exécution des ouvrages, avec ou sans contrôle de leur exécution

- Pour les ouvrages relevant de l'obligation de l'assurance
1/ Etude de sols en bâtiment.

Garantie obligatoire de responsabilité décennale

La garantie est accordée pour les seules les activités et les missions énumérées ci-dessus.

L'attestation est délivrée :

• **Pour les travaux de technique courante, c'est-à-dire les travaux réalisés avec des procédés ou des produits**

- soit traditionnels ou normalisés et conformes aux règles en vigueur, c'est-à-dire aux normes françaises homologuées (NF DTU ou NF EN ou règles professionnelles acceptées par la Commission Prévention Produits mis en oeuvre C2P*) ou aux normes publiées par les organismes de normalisation des autres Etats membres de l'Union européenne ou des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalent à celui des normes françaises.
- soit non traditionnels, sous condition qu'ils aient fait l'objet au jour de la passation du marché :
- d'un Agrément Technique Européen (ATE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA) valide et non mis en observation par la (C2P)**
- d'un Avis technique (ATec) valide et non mis en observation par la (C2P)**,
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATex) avec avis favorable, ne valant que pour le chantier mentionné,
- d'un Pass'innovation "vert" en cours de validité

Attestation d'assurance
Responsabilité Décennale

Page 1 de 4 - Contrat N° 40627641

Ces documents sont publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, l'Agence Qualité Construction (AQC) ou tout autre organisme habilité par la Commission ministérielle créée par l'arrêté du 2 décembre 1969.

* Les Règles professionnelles acceptées par la C2P sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (AQC) www.qualiteconstruction.com

** Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

● **Pour des travaux ne présentant pas de caractère exceptionnel, à savoir :**

- Grande portée :

1. Pour le bois : Porte-à-faux supérieur à 15 m (20 m pour le bois lamellé collé)
Portée entre nu des appuis supérieure à 50 m pour les poutres et 80 m pour les arcs.
2. Pour le béton : Porte-à-faux supérieur à 20 m
Portée entre nu des appuis supérieure à 50 m pour les poutres et 100 m pour les arcs.
3. Pour l'acier : Porte-à-faux supérieur à 25 m
Portée entre nu des appuis supérieure à 50 m pour les poutres et 100 m pour les arcs.

- Grande hauteur :

1. Hall sans plancher intermédiaire : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 35 m.
2. Bâtiments à étages, réfrigérants, réservoirs : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 60 m.
3. Cheminées des bâtiments : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100 m.
4. Tours hertziennes : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100 m.

- Grande capacité :

Cuves - réservoirs - Château d'eau - Piscines - dont capacité excède 2.000 m³.

Batterie de silos comportant des cellules d'une capacité unitaire supérieure à 2.000 m³ et silos comportant une cellule unique d'une capacité supérieure à 5.000 m³.

- Grande profondeur :

1. Parties enterrées lorsque la hauteur de celles-ci (au-dessous du point le plus haut du sol entourant l'ouvrage) est supérieure à 15 m.
2. Pieux (ou puits de fondations) de plus de 30 m après recépage.

- Grande longueur :

1. Tunnels et galeries forées dans le sol d'une section brute de percement supérieure à 80 m² et d'une longueur totale supérieure à 1000 m
2. Ouvrages de franchissement routier ou ferroviaire d'une longueur totale de culée à culée supérieure à 100 m, chaque travée n'excédant pas 50 m

Attestation d'assurance
Responsabilité Décennale

Page 2 de 4 - Contrat N° 40627641

• Pour des travaux ne présentant pas de caractère tout à fait inusuel, à savoir :

- d'invariabilité absolue des fondations (ex. : fondations de cyclotron, de synchrotron...);
- d'étanchéité absolue (ex. : cuves de "pile-piscine");
- de résistance à des vibrations ou effets calorifiques intenses (ex. : bancs d'essais de réacteurs).
- de planéité avec des tolérances exceptionnellement strictes des dalles destinées à servir d'aires de stockage (exemple : dalle de fond d'un silo masse)

• Pour des interventions sur des chantiers dont le coût total prévisionnel de construction tous corps d'état HT, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à 15.000.000 €.

• Pour les chantiers ouverts entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2012.

• Pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance édictée par les articles L.241-1 et L.241-2 du Code des Assurances.

Cette attestation ne s'applique pas lorsqu'il est recouru à un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale.

Nature de la garantie :

Cette garantie est délivrée conformément aux dispositions légales et réglementaires pour satisfaire aux obligations prévues par les articles L.241-1 et L.241-2 du Code des Assurances pour des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligatoire d'assurance.

Cette garantie est accordée pour la durée de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-1 du Code Civil.

Montant des garanties :

o Habitation :

à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

o Hors habitation :

à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage tel que visé par l'article R.243-3-I du Code des Assurances.

Garantie de responsabilité du sous-traitant en cas de dommages de nature décennale

Nature de la garantie :

Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code Civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.

Cette garantie est accordée pour la durée de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code Civil.

Montant de garantie : 15.000.000 € - par sinistre

Au-delà de l'une des limites, qui conditionnent l'application du contrat, l'assuré doit se rapprocher de son assureur.

La présente attestation est valable pour la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2012.

Elle se compose de 4 pages.

Attestation d'assurance
Responsabilité Décennale

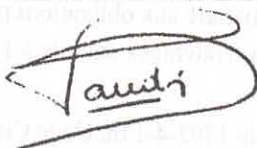
Page 3 de 4 - Contrat N° 40627641

Le présent document, établi par Allianz, a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager Allianz au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions...).

Etablie à Puteaux la Défense, le 31 janvier 2012

Pour Allianz,

<p>Allianz IARD Société Anonyme au capital de 938 787 416 EUR Entreprise régie par le Code des Assurances Siège Social : 87 rue de Richelieu 75002 Paris TVA N° FR76 542 110 291</p> <p>Adresse Postale Direction des Opérations Construction Direction Souscription Allianz CC 7C13 92076 PARIS LA DEFENSE</p>



REMARQUES IMPORTANTES

1. Le présent rapport et ses annexes constituent un ensemble indissociable. La mauvaise utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou d'une reproduction partielle sans l'accord écrit de la société GEOPOLE ne saurait engager la responsabilité de cette société.
2. Des modifications dans l'importance, le niveau, la conception, ou l'importance des constructions par rapport aux données initiales, peuvent conduire à modifier les conclusions et recommandations du rapport et doivent, par conséquent, être portées à la connaissance de GEOPOLE.

De même, des éléments nouveaux mis en évidence lors de reconnaissances complémentaires ou lors de l'exécution des fouilles ou des fondations et n'ayant pu être détectés au cours des opérations de reconnaissance (par exemple: failles, remblais anciens ou récents, cavene de dissolution, hétérogénéité localisée, venue d'eau etc...) peuvent rendre caduque tout ou partie des conclusions du rapport.

Ces éléments nouveaux, ainsi que tout incident important survenant au cours des travaux (éboulements des fouilles, dégâts occasionnés aux constructions existantes, glissement de talus etc...) doivent être immédiatement signalés à GEOPOLE pour lui permettre de reconsidérer et d'adapter éventuellement les solutions initialement préconisées.

Le niveau des venues d'eau indiqué éventuellement sur les coupes de sondages correspond à un niveau instantané mesuré au moment de la réalisation des sondages. Il est donc sujet à des fluctuations dans l'avenir et ne saurait engager notre responsabilité sauf indications contraires stipulées dans le rapport dans le cas où, par exemple, une étude hydrogéologique complète et détaillée nous aurait été confiée.

GEOPOLE ne saurait être rendue responsable des modifications apportées à ses conclusions que dans la mesure où elle aurait donné, par écrit, son accord sur lesdites modifications.

3. Il est vivement recommandé au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Ouvre ou à l'entreprise, de faire procéder au moment de l'ouverture des fouilles ou de la réalisation des premiers pieux ou puits, à une visite de chantier par un spécialiste. Cette visite peut être réalisée par la société GEOPOLE si elle est chargée d'une mission de vérification de l'exécution des travaux de fondations. Le client est alors prié de prévenir GEOPOLE, en temps utile.
Cette visite a pour objet de vérifier que la nature des sols et la profondeur de l'horizon de fondation sont conformes aux données du rapport. Elle donne lieu à l'établissement d'un compte rendu et à une facturation établie en fonction du temps passé et dont le montant s'ajoute à celui de la rédaction du rapport initial proprement dit.
4. Dans le cadre des fondations profondes ou semi-profondes exécutées avec les méthodes classiques de battage (pieux battus, colonnes ballastées vibro-flottées), il appartient à l'entreprise retenue, spécialisée pour ces travaux, de s'assurer que le battage ou la vibro-flottation ne sera susceptible de provoquer des désordres dans les constructions existantes environnantes et, en conséquence de prendre les dispositions qui s'imposent compte tenu des caractéristiques de son matériel.
5. des modifications importantes de l'état des lieux au droit de terrains situés en limite ou à proximité du terrain ayant fait l'objet de la présente étude et susceptibles de mettre en cause la stabilité de ce dernier et de la construction qu'il supporte (par exemples travaux de terrassement intempestifs réalisés en contrebas d'un terrain en pente) ne pourraient pas engager notre responsabilité. Il appartient dans un tel cas aux propriétaires des terrains voisins de confier les études qui s'imposent à un bureau d'études géotechniques qualifié.

UNION SYNDICALE GEOTECHNIQUE
CLASSIFICATION DES MISSIONS GEOTECHNIQUES TYPES

(projet de normalisation, version du 01/12/1997)

L'enchaînement des missions géotechniques suit les phases d'élaboration du projet. Les missions G1, G2, G3, G4, doivent être réalisées successivement. Une mission confiée à un géotechnicien peut contenir tout ou partie des prestations décrites dans chaque mission géotechnique type.

G0 EXECUTION DE SONDAGES, ESSAIS ET MESURES GEOTECHNIQUES

- Exécuter les sondages, essais et mesures en place ou en laboratoire selon un programme défini dans les missions G1 à G5.
 - Fournir un compte rendu factuel donnant la coupe des sondages, les procès-verbaux d'essais et les résultats des mesures.
- Cette mission d'exécution exclut toute activité d'étude ou conseil.

G1 ETUDE DE FAISABILITE GEOTECHNIQUE

G11 Etude préliminaire de faisabilité

- Faire une enquête documentaire sur le cadre hydrogéotechnique du site et préciser l'existence d'avoisinants.
- Définir si nécessaire un programme de reconnaissances préliminaire, suivre et contrôler son exécution (mission G0), interpréter les résultats.
- Fournir un rapport d'étude préliminaire de faisabilité avec quelques principes généraux d'adaptation du projet au terrain, mais sans aucun élément de prédimensionnement.

Cette mission G11 doit être suivie d'une mission G12 pour les hypothèses géotechniques nécessaires à l'établissement du projet.

G12 Etude de faisabilité des ouvrages géotechniques (après une mission G11)

- Définir un programme de reconnaissances détaillé, suivre et contrôler son exécution (mission G0), interpréter les résultats.
- Fournir un rapport d'étude géotechnique donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte pour la justification du projet, quelques exemples types de fondation (encastrement et portance) et les principes généraux de construction des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, fondations, risque de déformation des terrains, dispositions générales vis à vis des nappes et avoisinants).

G13 Etude de prédimensionnement des ouvrages géotechniques (après une mission G12)

- Donner des exemples de dimensionnement des principaux ouvrages géotechniques envisagés (soutènements, rabattements, fondations, calculs de tassements, amélioration de sols...) en complément d'une mission G12.
- Ces missions G1 excluent tout engagement sur les quantités, coûts et délais d'exécution des ouvrages qui entre dans le cadre exclusif d'une mission d'étude de projet géotechnique G2.

G2 ETUDE DE PROJET GEOTECHNIQUE

Cette étude spécifique doit être prévue et intégrée dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre. elle consiste à :

- Définir si nécessaire un programme de reconnaissance spécifique, suivre et contrôler son exécution (mission G0), interpréter les résultats.
- Fournir les notes techniques donnant les méthodes d'exécution retenues pour les ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, fondations, dispositions spécifiques vis-à-vis des nappes et avoisinants), avec quelques notes de calculs de dimensionnement, une estimation des quantités, du coût et des délais d'exécution de ces ouvrages géotechniques.
- Etablir les documents nécessaires à la consultation des entreprises pour l'exécution de ces ouvrages (plans, notices techniques, cadre de bordereau des prix et d'estimatif, planning prévisionnel).
- Assister le maître d'ouvrage pour le choix technique des entreprises spécialisées.

G3 ETUDE GEOTECHNIQUE D'EXECUTION

- Définir si nécessaire un programme de reconnaissance complémentaire, suivre et contrôler son exécution (mission G0), interpréter les résultats.
 - Etudier dans le détail les ouvrages géotechniques : validation des hypothèses géotechniques, définition et dimensionnement (calculs justificatifs), méthodes et conditions d'exécution (phasages, contrôles).
- Pour assurer la maîtrise des incertitudes et aléas géotechniques en cours d'exécution, ces missions G2 et G3 doivent être suivies d'une mission de suivi géotechnique d'exécution G4.

G4 SUIVI GEOTECHNIQUE D'EXECUTION

- Suivre et adapter si nécessaire l'exécution des ouvrages géotechniques, avec définition d'un programme d'auscultation et des valeurs seuils correspondantes, analyse et synthèse périodiques des résultats des mesures.
- Définir éventuellement des reconnaissances complémentaires, suivre et contrôler leur exécution (mission G0).
- Participer à l'établissement du dossier de fin de travaux et des recommandations de maintenance des ouvrages.

G5 DIAGNOSTIC GEOTECHNIQUE

G51 Avant, pendant ou après construction d'un ouvrage, en l'absence de sinistre

- Etudier de façon approfondie un élément géotechnique spécifique (soutènement, rabattement...) sur la base des données hydrogéotechniques fournies par une mission G12, G2 ou G3 et validées dans le cadre de ce diagnostic, mais sans aucune implication dans les autres domaines géotechniques de l'ouvrage.

G52 Sur un ouvrage avec sinistre

- Recherche des causes du sinistre constaté, donner une première approche des remèdes envisageables, une étude de projet géotechnique G2 devant être réalisée ultérieurement.

L'objet d'une mission G5 est strictement limitatif : il ne porte pas sur la totalité du projet ou de l'ouvrage.



Madame Pasquale VALENTINO
9, Route de Chartreuse
Le Clos De Pierre
38 700 LA TRONCHE

Service urbanisme

Madame,

Date : 12 août 2019

Objet :
Projet de construction
9 route de Chartreuse

Référence :
19/URB/JDC /CF n°162

Dossier suivi par :
Jean Daniel COFFIN

Contact :
jd.coffin@ville-latronche.fr
tél. : 04 76 63 77 21
fax : 04 76 51 71 27

Pages :
1/1

Vous avez été autorisée, par décision en date du 07/01/2019, à procéder au détachement d'une partie de votre propriété 9, route de Chartreuse pour la construction d'une maison individuelle.

Cette autorisation faisait suite à la délivrance d'un certificat d'urbanisme opérationnel dans lequel je vous ai informé de la possibilité de détachement du terrain en vue de construction.

Je vous ai aussi précisé dans ce certificat que le terrain situé en dessous de votre habitation était classé en aléa moyen de glissement de terrain en aléa moyen dans le projet de Plan de Prévention contre les Risques Naturels (PPRN) en cours d'élaboration et que ce classement n'était pas définitif.

Vous avez été informé par le responsable du service urbanisme que le projet de carte de zonage du PPRN établi en mars 2019 classait le terrain en zone rouge de glissement de terrain interdisant toute construction.

S'agissant d'un document encore provisoire, je vous invite à me faire parvenir une demande de réexamen de ce classement et à accompagner votre demande d'une étude géotechnique de niveau G1 que je transmettrai à la Direction Départementale des Territoires.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information et vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de mes sincères salutations.

Le Maire

Bertrand SPINDLER



Ville de La Tronche
74, Grande Rue
38700 La Tronche
04 76 63 77 00
www.ville-latronche.fr

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Commune :
LA TRONCHE (516)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 779 P

Document vérifié et numéroté le 23/01/2019
A PTGC Sud Isère
Par Bouges Christophe
Technicien Géomètre Cadastre
Signé

Grenoble Sud Isère
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastre
Centre des Finances Publiques
34 - 40 Avenue Rhin & Danube
38047 GRENOBLE CEDEX 2
Téléphone : 04 76 39 38 76

ptgc.sud-isere@dgif.finances.gouv.fr

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____.

Les propriétaires déclareront avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente 6463.

A _____, le _____

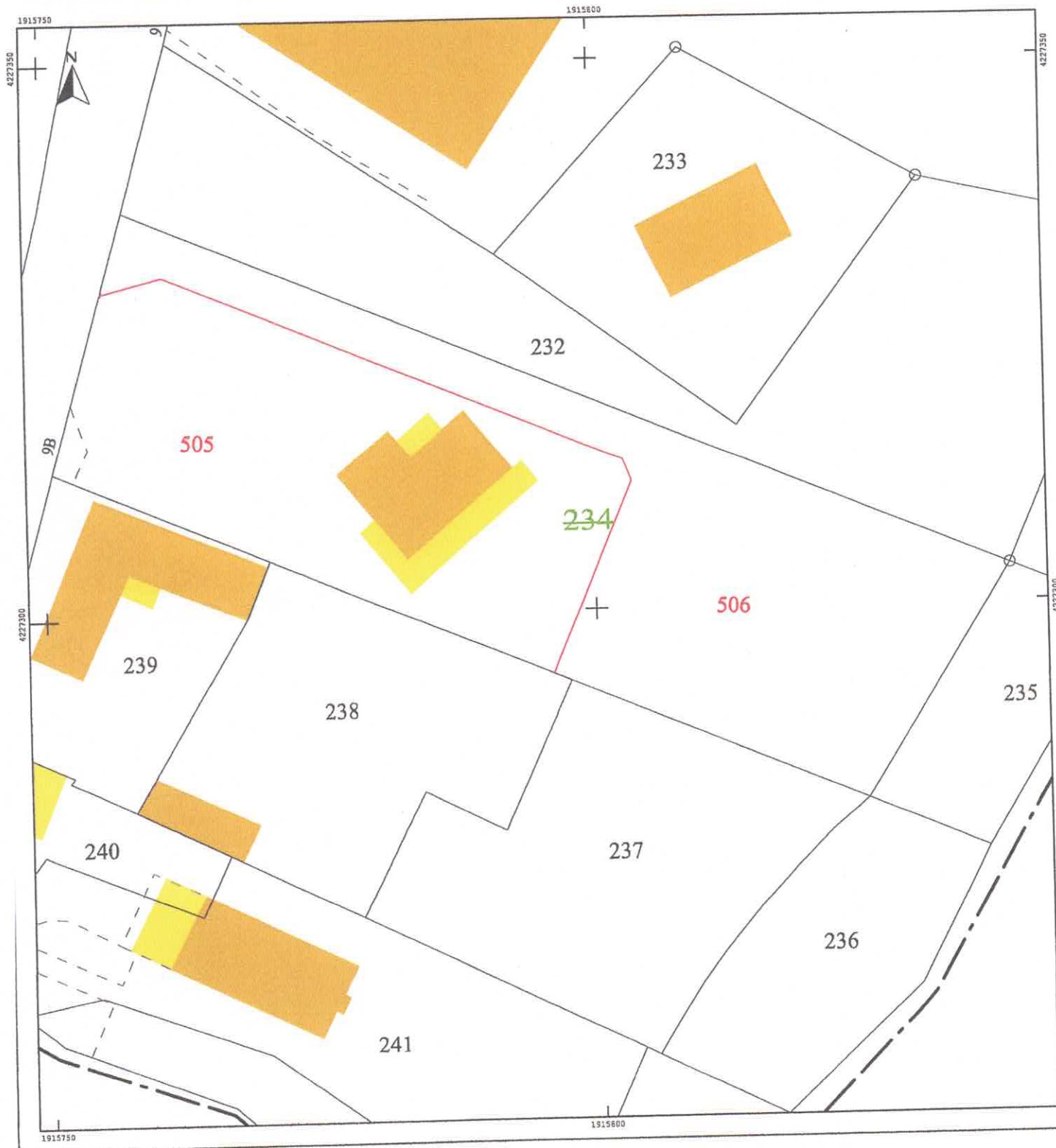
(1) Rayez les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan révisé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat, représentant qualifié de l'autorité appropriée, etc...).

Section : AC
Feuille(s) : 000 AC 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 23/01/2019
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

Par Mme BONIN-FAVIER (2)

Réf. : 18.8584
Le 15/01/2019





ACCORD D'UNE DECLARATION PREALABLE
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

COMMUNE DE LA TRONCHE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		référence dossier
Dossier déposé le mardi 11 décembre 2018		N° DP 38516 18 10096
Par :	Madame Pasquale VALENTINO	<u>Surface de plancher</u>
Demeurant à :	9 Route de Chartreuse Le Clos De Pierre 38 700 LA TRONCHE	existante : 0 m ² créée : 0 m ² démolie : 0 m ²
Pour :	Division en vue de construire	
Sur un terrain sis à :	9 route de chartreuse, Le Clos de Pierre Cadastré : AC234, AC235	

Le Maire,

Vu la demande de déclaration préalable déposée le 11/12/2018 par Mme. VALENTINO Pasquale, demeurant 9 route de Chartreuse, 38 700 LA TRONCHE,

Vu l'objet de la demande :

Pour une division en vue de construire;

Sur un terrain situé 9 route de Chartreuse, Le clos de Pierre ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.422-1 et suivants, R.422-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421.2a et R.421.33 relatifs aux communes décentralisées,

Vu le plan d'exposition aux risques naturels -PER- de la commune approuvé le 27/01/1989,

Vu l'arrêté préfectoral de re-prescription n° 38-2018-09-18 009 du 18 septembre 2018 prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Naturels sur la commune de LA TRONCHE

REALISATION DES TRAVAUX :

Le pétitionnaire devra rencontrer les services techniques de la ville afin de définir les modalités d'exécution du chantier avant tout commencement de travaux.

Le pétitionnaire reste tenu de s'assurer que son projet respecte toute législation ou réglementation spécifique à sa construction.

Fait à LA TRONCHE,

Le 07/01/2019.



Le Maire,

Bertrand SPINDLER,

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro du permis et la date d'affichage en mairie, la nature du projet et la superficie du terrain, ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Il indique également en fonction de la nature du projet :

- a- Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimé en mètres par rapport au sol naturel.
- b- Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximal de lot prévu ;
- c- Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisir.
- d- Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir

Le panneau d'affichage comprend la mention suivante :

« Droit de recours :

Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R. 600-1 du code de l'urbanisme). »

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.



Ingénierie des Mouvements de Sol
et des *Risques Naturels*

demandeur : **M. et Mme VALENTINO**

**Projet de construction d'un bâtiment
à usage d'habitation individuelle**

parcelle n° AC 506

lieu-dit « Montfleury »

- étude géotechnique de conception – phase avant-projet -



commune de **La Tronche**

Dossier n° 3819-2847

indice	date	établi par	commentaires
0	11/2019	Eric PIROIT	mission G1 _{PGC}



Siège social : IMSRN - Parc Pré Millet - 680, r. Aristide Bergès - 38330 MONTBONNOT
tél : 04 76 52 41 20 - fax : 04 76 52 49 09 - email : ims@imsrn.com - www.imsrn.com

SAS capital 400 000 € - SIRET 392 133 633 00025 - RCS Grenoble B 392 133 633
APE 7112B - N° TVA intracommunautaire FR43 392 133 633



1. INTRODUCTION

La présente étude a été réalisée à la demande et pour le compte de **M. et Mme VALENTINO**.

Elle concerne le projet de création d'un bâtiment à usage d'habitation individuelle sur la **parcelle n° AC 506** au **lieu-dit « Montfleury »** sur le **territoire de la commune de La Tronche** (ISère, cf. Plan de situation).

A ce stade, la géométrie et l'implantation du bâtiment ne sont pas arrêtées. Il sera nécessaire de procéder à un complément d'étude lorsque ce sera le cas dans le cadre d'une mission spécifique afin de valider, adapter ou compléter les préconisations ci-après.

Elle correspond à une étude géotechnique préalable phase principes généraux de construction (mission G1_{PGC} selon NF P 94-500 de 11/2013) et a pour objectifs de :

- préciser le contexte géotechnique local,
- apprécier les contraintes de réalisation du projet (terrassements, fondations, drainage...),
- de classer le site vis à vis des Règles Parasismiques.

Les reconnaissances effectuées dans le cadre de ce projet ont été les suivantes (cf. Schéma d'implantation des reconnaissances) :

- observations géologiques, hydrogéologiques et morphologiques de surface,
- 1 panneau électrique Schlumberger (32 électrodes, esp. 1 m), noté PE1,
- 2 sondages au pénétromètre dynamique, notés Pdy1 et Pdy2.

Documents utilisés :

- plan parcellaire (25/01/2019),
- carte IGN (1 / 25 000^{ème}),
- feuille géologique de Grenoble (1 / 50 000^{ème}).

carte des aléas	Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles	Plan de Prévention du Risque inondation	Plan de Prévention des Risques technologiques
OUI	NON	OUI	NON

N.B. cette étude s'attache aux contraintes de réalisation du bâtiment. En particulier, elle n'aborde pas les conditions de rejet des eaux pluviales ou usées ni les conditions de réalisation des chemins d'accès au bâtiment.

2. GEOLOGIE, HYDROGEOLOGIE, MORPHOLOGIE

Compte tenu des reconnaissances et observations réalisées et de la feuille géologique, on a à l'échelle du site :

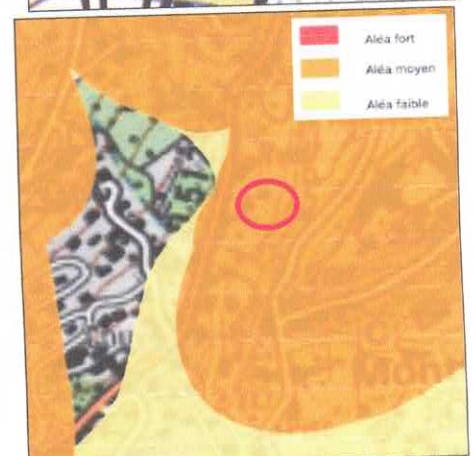
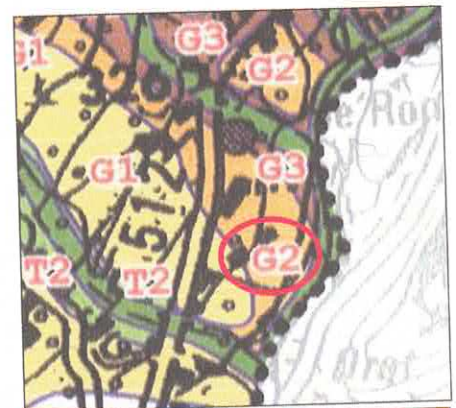
- **terrains de couverture** : il s'agit de dépôts d'un vaste épandage d'éboulis (**EJ**) à dominante de limons argileux noyant des cailloutis et blocs épars. Ils se caractérisent par des valeurs de résistivité électrique faibles à moyennes (10 à 100 $\Omega.m.$) et des valeurs de compacité relativement faibles à moyennes,
- **substratum rocheux** : non visible à l'affleurement dans l'environnement immédiat et non reconnu car vraisemblablement trop profond, il n'intéressera pas le projet.



Du point de vue **hydrogéologique**, on note au moment des reconnaissances :

- la dominante limoneuse des terrains de couverture favorise les phénomènes de ruissellement sur pente, stagnation à plat et d'infiltration lente,
- aucune circulation d'eau pérenne en surface au droit de la parcelle n'a été observée au moment des reconnaissances ; toutefois des circulations d'eau temporaires peuvent se développer à la faveur des précipitations et donner lieu à des circulations d'eau localisées.

Du point de vue **morphologique**, la parcelle plane présente une légère pente vers le Sud-Est. Elle ne comporte aucun indice d'instabilité récente ou ancienne, active ou stabilisée, superficielle ou profonde. Les bâtiments, voiries et infrastructures voisins ne présentent pas de désordre significatif. La carte des aléas la situe en zone d'aléa moyen de glissement (**G2**) voire d'aléa fort (**G3**) en bordure aval. Par ailleurs, elle se situe en zone d'aléa moyen de gonflement/retrait des argiles.

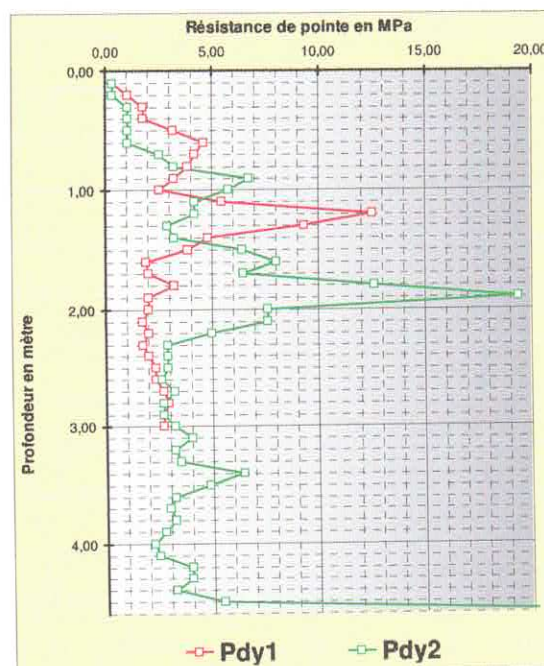


3. RECONNAISSANCES GEOTECHNIQUES

Sondages pénétrométriques Pdy1 et Pdy2

répartis sur la parcelle, ils rencontrent :

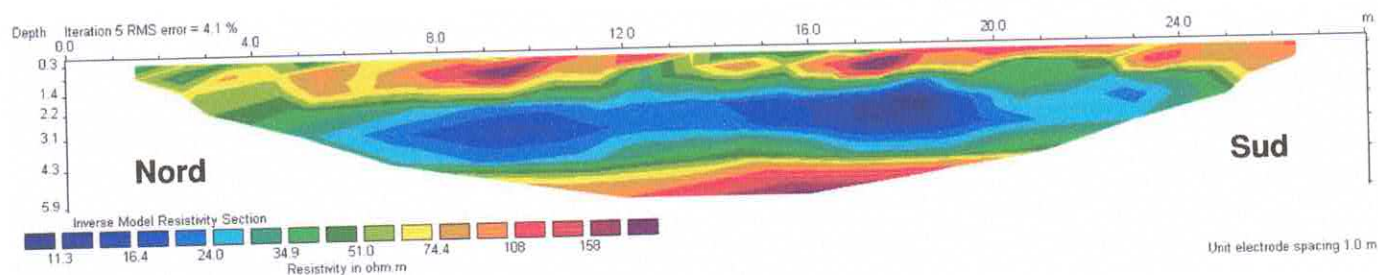
- 0,00 à 3,00/4,80 m/T.N. : terrains de compacité faible à moyenne ($R_p \approx 2$ à 3 MPa) hormis des pics liés à la présence de cailloutis ou blocs épars, jusqu'à l'arrêt volontaire sur Pdy1 et le refus sur Pdy2,
- aucun niveau d'eau au moment des reconnaissances.



Panneau électrique PE1

réalisé du Nord au Sud sur une longueur de 31 m, il donne une image du sous-sol en terme de résistivité électrique sur les 6 premiers mètres et met en évidence :

- sur toute l'épaisseur reconnue, des valeurs de résistivité faibles à moyennes (10 à 100 $\Omega.m$, teintes bleues à rouges) correspondant à un faciès limono-argileux noyant des cailloutis et blocs épars.



4. SYNTHÈSE

Le site s'avère homogène et régulier tant du point de vue morphologique que géologique.

Les terrains sous-jacents au projet sont des dépôts d'un vaste épandage d'éboulis à dominante de limons argileux de compacité faible à moyenne noyant des cailloutis et blocs épars.

Il n'existe pas de niveau d'eau pérenne, mais des circulations d'eau temporaires sont possibles à la faveur des précipitations.

La parcelle et les environnants ne présentent aucun indice d'instabilité ancienne ou récente, active ou stabilisée. La carte des aléas la situe en zone d'aléa moyen de glissement (**G2**) voire d'aléa fort (**G3**) en bordure aval.

5. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

L'état de constructibilité décrit ne tient pas compte d'aménagements éventuels futurs, en dehors de la parcelle, aboutissant à des modifications substantielles du contexte affectant sa stabilité (remblaiement, excavation, rejets d'eau...).

Ces règles s'appliquent au projet présenté lors de la demande d'étude et ne sauraient s'appliquer à un autre projet, même situé sur la même parcelle.

A ce stade, la géométrie et l'implantation du bâtiment ne sont pas arrêtées. Il sera nécessaire de procéder à un complément d'étude lorsque ce sera le cas dans le cadre d'une mission spécifique afin de valider, adapter ou compléter les préconisations ci-après.

Implantation

L'implantation du bâtiment n'est pas restreinte du point de vue géotechnique.

Terrassements

Ils intéresseront la frange des terrains de couverture et seront réalisables à la pelle mécanique.

N.B :

- à l'ouverture de la fouille et compte tenu de la sensibilité à l'eau des terrains dégagés, il pourra être nécessaire de réaliser une plate forme ou des pistes provisoires avec un remblai d'apport améliorant la traficabilité, en particulier en cas de pluie et de circulation d'engins à pneus,
- aucun stockage provisoire ou permanent de matériaux ne sera établi en amont immédiat des talus de fouille,
- la réutilisation des matériaux extraits ne sera envisagée que pour des aménagements paysagers. L'utilisation en remblais structurels (terre-plein sous dallage, remblai arrière de murs enterrés...) est exclue,
- le fond de fouille doit présenter une forme permettant l'écoulement gravitaire vers le point bas exutoire des E.P. Il s'agira d'une forme de creux, de toit ou en dévers simple. Les eaux potentiellement collectées seront captées dans un tuyau traversant ponctuellement le voile de fondation.

Dallage

Les terrains de couverture découverts en fond de fouille constituent un support déformable et sensible à l'eau conduisant aux dispositions suivantes :

- réalisation d'un plancher sur vide sanitaire,

ou

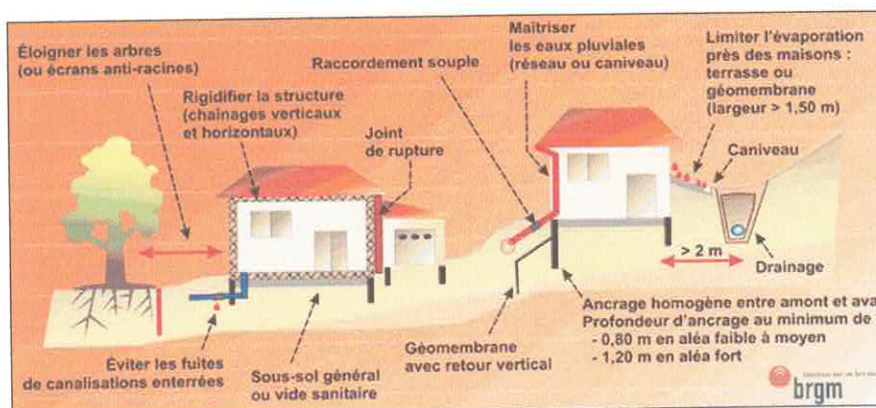
- pour les pièces techniques uniquement pour lesquelles la fissuration sera jugée non préjudiciable en accord avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, un dallage reposant sur un remblai d'apport de classe D₂/D₃ mis en œuvre selon les préconisations des règles GTR 92 avec intercalation d'un filtre géotextile.

Drainage

Compte tenu de l'existence de circulations temporaires au sein des terrains de couverture, un drainage périphérique des parties enterrées du bâtiment est indispensable.

L'ensemble des eaux collectées (drainages périphériques du bâtiment, toiture, voiries...) sera évacué vers le réseau EP.

De plus, le contexte d'aléa gonflement-retrait nécessitera des dispositions spécifiques et adaptées (par exemple, une bande imperméabilisée et souple devra protéger le pourtour immédiat du bâtiment afin d'éviter les phénomènes de gonflement/retrait liés à la variation de teneur en eau des argiles au voisinage des fondations. Aucun arbre ne devra se situer à une distance inférieure à 1,50 fois sa hauteur à maturité à moins de disposer des écrans anti-racines.)

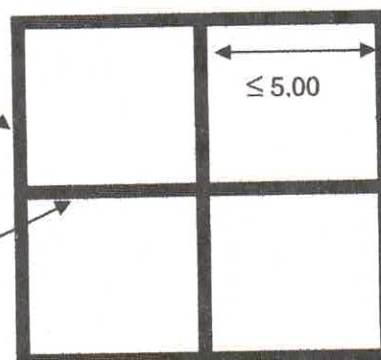


Fondations

Les descentes de charge sur fondation ne sont pas connues à ce stade du projet. Cependant, il s'agira au plus de structures considérées comme légères. Au vu de la faible qualité des terrains de couverture et du contexte d'aléa moyen de glissement, il sera nécessaire d'assurer un comportement monolithique au bâtiment en accroissant la rigidité du **système de fondation superficielles** par la mise en œuvre de radier ou de semelles filantes constituant un chaînage bas sous la périphérie du bâtiment et tous les murs de refends. Dans ce dernier cas, on ajoutera si nécessaire des longrines pour obtenir des trémies de 5 m de côté maximum (cf. schéma).

semelles filantes

semelles de rigidification



Vue en plan de principe des fondations

NB :

- profondeur hors-gel à respecter,
- le bétonnage devra être réalisé rapidement après décaissement dans des fouilles sèches.

Réseaux

La prise en compte de l'aléa moyen gonflement-retrait implique de prévoir des canalisations enterrées d'eau pouvant subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des raccords souples au niveau des points durs.

La prise en compte de l'aléa de glissement implique de prévoir des conduites souples et résistantes (PEHD).

Dans tous les cas (câbles et conduites), des surlongueurs et liaisons lâches seront ménagées au droit de chaque raccordement et le long des tranchées afin d'autoriser un déplacement relatif sans dégradation.

Ces dispositions s'appliquent pour l'adduction et pour l'évacuation notamment des eaux usées et pluviales.

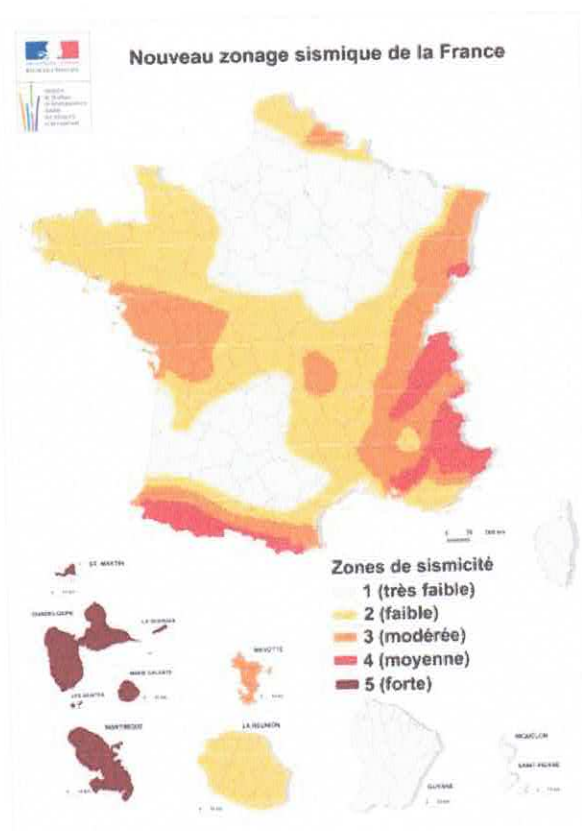
Murs de soutènement

Tous les murs enterrés seront dimensionnés comme des murs de soutènement.
N.B.

- le mode de fondation des ouvrages de soutènement sera soumis aux mêmes contraintes que le bâtiment,
- les ouvrages de soutènement de la fouille provisoire ou définitive doivent être étudiés dans le cadre d'une mission spécifique.

Aspect sismique

Le site se trouve en **zone sismique 4**, à cet effet, il sera caractérisé vis-à-vis des effets directs et induits des séismes en référence à l'EuroCode 8.



6. ALEAS GEOTECHNIQUES ET CONDITIONS CONTRACTUELLES

1- Les reconnaissances de sols procèdent par sondages, les résultats ne sont pas rigoureusement extrapolables à l'ensemble du site. Il persiste des aléas (exemple : hétérogénéité locale, variations de position des interfaces) qui peuvent entraîner des adaptations tant de la conception que de l'exécution qui ne sauraient être à la charge du géotechnicien.

2- Le présent rapport et ses annexes constituent un tout indissociable. La mauvaise utilisation qui pourrait être faite suite à une communication ou reproduction partielle ne saurait engager IMS RN.

3- Des modifications dans l'implantation, la conception ou l'importance des constructions ainsi que dans les hypothèses prises en compte et en particulier dans les indications de la partie « Introduction » du présent rapport peuvent conduire à des remises en cause des prescriptions. Une nouvelle mission devra alors être confiée à IMS RN afin de réadapter ces conclusions ou de valider par écrit le nouveau projet.

4- De même des éléments nouveaux mis en évidence lors de l'exécution des travaux et n'ayant pu être détectés au cours des reconnaissances de sol (exemples : dissolution, cavité, hétérogénéité localisée, venue d'eau...) peuvent rendre caduques certaines recommandations figurant dans ce rapport.

5- Compte tenu de la spécificité géotechnique des travaux proposés, nous recommandons d'être associés à l'équipe d'ingénierie pour la conception et le suivi des travaux.

6- Nous rappelons qu'il est de la responsabilité du Maître d'Ouvrage ou de son mandataire (maître d'œuvre) de faire appliquer l'enchaînement des missions géotechniques dans le cadre de l'étude, de la conception et de l'exécution des travaux en référence à la norme NFP 94-500 de 11/2013. A cet effet, nous restons à la disposition du demandeur pour poursuivre ces missions.

ANNEXES

4.2.4 Tableaux synthétiques

Tableau 1 — Enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique

Enchaînement des missions G1 à G4	Phases de la maîtrise d'œuvre	Mission d'ingénierie géotechnique (GN) et Phase de la mission		Objectifs à atteindre pour les ouvrages géotechniques	Niveau de management des risques géotechniques attendu	Prestations d'investigations géotechniques à réaliser
Étape 1 : Étude géotechnique préalable (G1)		Étude géotechnique préalable (G1) Phase Étude de Site (ES)		Spécificités géotechniques du site	Première identification des risques présentés par le site	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
	Étude préliminaire, esquisse, APS	Étude géotechnique préalable (G1) Phase Principes Généraux de Construction (PGC)		Première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site	Première identification des risques pour les futurs ouvrages	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
Étape 2 : Étude géotechnique de conception (G2)	APD/AVP	Étude géotechnique de conception (G2) Phase Avant-projet (AVP)		Définition et comparaison des solutions envisageables pour le projet	Mesures préventives pour la réduction des risques identifiés, mesures correctives pour les risques résiduels avec détection au plus tôt de leur survenance	Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	PRO	Étude géotechnique de conception (G2) Phase Projet (PRO)		Conception et justifications du projet		Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	DCE/ACT	Étude géotechnique de conception (G2) Phase DCE / ACT		Consultation sur le projet de base / Choix de l'entreprise et mise au point du contrat de travaux		
Étape 3 : Études géotechniques de réalisation (G3/G4)		À la charge de l'entreprise	À la charge du maître d'ouvrage			
	EXE/VISA	Étude et suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Étude (en interaction avec la phase Suivi)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision de l'étude géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision du suivi)	Étude d'exécution conforme aux exigences du projet, avec maîtrise de la qualité, du délai et du coût	Identification des risques résiduels, mesures correctives, contrôle du management des risques résiduels (réalité des actions, vigilance, mémorisation, capitalisation des retours d'expérience)	Fonction des méthodes de construction et des adaptations proposées si des risques identifiés surviennent
	DET/AOR	Étude et suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Suivi (en interaction avec la phase Étude)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision du suivi géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision de l'étude)	Exécution des travaux en toute sécurité et en conformité avec les attentes du maître d'ouvrage		Fonction du contexte géotechnique observé et du comportement de l'ouvrage et des avoisinants en cours de travaux
À toute étape d'un projet ou sur un ouvrage existant	Diagnostic	Diagnostic géotechnique (G5)		Influence d'un élément géotechnique spécifique sur le projet ou sur l'ouvrage existant	Influence de cet élément géotechnique sur les risques géotechniques identifiés	Fonction de l'élément géotechnique étudié

Tableau 2 — Classification des missions d'ingénierie géotechnique

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étapes 1 à 3) doit suivre les étapes de conception et de réalisation de tout projet pour contribuer à la maîtrise des risques géotechniques. Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit faire réaliser successivement chacune de ces missions par une ingénierie géotechnique. Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques adaptées issues d'investigations géotechniques appropriées.

ÉTAPE 1 : ÉTUDE GÉOTECHNIQUE PRÉALABLE (G1)

Cette mission exclut toute approche des quantités, délais et coûts d'exécution des ouvrages géotechniques qui entre dans le cadre de la mission d'étude géotechnique de conception (étape 2). Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire. Elle comprend deux phases :

Phase Étude de Site (ES)

Elle est réalisée en amont d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour une première identification des risques géotechniques d'un site.

- Faire une enquête documentaire sur le cadre géotechnique du site et l'existence d'avoisinants avec visite du site et des alentours.
- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant pour le site étudié un modèle géologique préliminaire, les principales caractéristiques géotechniques et une première identification des risques géotechniques majeurs.

Phase Principes Généraux de Construction (PGC)

Elle est réalisée au stade d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour réduire les conséquences des risques géotechniques majeurs identifiés. Elle s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade d'étude (première approche de la ZIG, horizons porteurs potentiels, ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

ÉTAPE 2 : ÉTUDE GÉOTECHNIQUE DE CONCEPTION (G2)

Cette mission permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend trois phases :

Phase Avant-projet (AVP)

Elle est réalisée au stade de l'avant-projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant-projet, les principes de construction envisageables (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions générales vis-à-vis des nappes et des avoisinants), une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique et la pertinence d'application de la méthode observationnelle pour une meilleure maîtrise des risques géotechniques.

Phase Projet (PRO)

Elle est réalisée au stade du projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées suffisamment représentatives pour le site.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un dossier de synthèse des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade du projet (valeurs caractéristiques des paramètres géotechniques en particulier), des notes techniques donnant les choix constructifs des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions vis-à-vis des nappes et des avoisinants), des notes de calcul de dimensionnement, un avis sur les valeurs seuils et une approche des quantités.

Phase DCE / ACT

Elle est réalisée pour finaliser le Dossier de Consultation des Entreprises et assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des Contrats de Travaux avec le ou les entrepreneurs retenus pour les ouvrages géotechniques.

- Établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires et suffisants à la consultation des entreprises pour leurs études de réalisation des ouvrages géotechniques (dossier de la phase Projet avec plans, notices techniques, cahier des charges particulières, cadre de bordereau des prix et d'estimatif, planning prévisionnel).
- Assister éventuellement le maître d'ouvrage pour la sélection des entreprises, analyser les offres techniques, participer à la finalisation des pièces techniques des contrats de travaux.

Tableau 2 — Classification des missions d'ingénierie géotechnique (suite)

ÉTAPE 3 : ÉTUDES GÉOTECHNIQUES DE RÉALISATION (G3 et G 4, distinctes et simultanées)

ÉTUDE ET SUIVI GÉOTECHNIQUES D'EXECUTION (G3)

Cette mission permet de réduire les risques géotechniques résiduels par la mise en œuvre à temps de mesures correctives d'adaptation ou d'optimisation. Elle est confiée à l'entrepreneur sauf disposition contractuelle contraire, sur la base de la phase G2 DCE/ACT. Elle comprend deux phases interactives :

Phase Étude

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier dans le détail les ouvrages géotechniques : notamment établissement d'une note d'hypothèses géotechniques sur la base des données fournies par le contrat de travaux ainsi que des résultats des éventuelles investigations complémentaires, définition et dimensionnement (calculs justificatifs) des ouvrages géotechniques, méthodes et conditions d'exécution (phasages généraux, suivis, auscultations et contrôles à prévoir, valeurs seuils, dispositions constructives complémentaires éventuelles).
- Élaborer le dossier géotechnique d'exécution des ouvrages géotechniques provisoires et définitifs : plans d'exécution, de phasage et de suivi.

Phase Suivi

- Suivre en continu les auscultations et l'exécution des ouvrages géotechniques, appliquer si nécessaire des dispositions constructives prédéfinies en phase Étude.
- Vérifier les données géotechniques par relevés lors des travaux et par un programme d'investigations géotechniques complémentaire si nécessaire (le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats).
- Établir la prestation géotechnique du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et fournir les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)

SUPERVISION GÉOTECHNIQUE D'EXECUTION (G4)

Cette mission permet de vérifier la conformité des hypothèses géotechniques prises en compte dans la mission d'étude et suivi géotechniques d'exécution. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend deux phases interactives :

Phase Supervision de l'étude d'exécution

- Donner un avis sur la pertinence des hypothèses géotechniques de l'étude géotechnique d'exécution, des dimensionnements et méthodes d'exécution, des adaptations ou optimisations des ouvrages géotechniques proposées par l'entrepreneur, du plan de contrôle, du programme d'auscultation et des valeurs seuils.

Phase Supervision du suivi d'exécution

- Par interventions ponctuelles sur le chantier, donner un avis sur la pertinence du contexte géotechnique tel qu'observé par l'entrepreneur (G3), du comportement tel qu'observé par l'entrepreneur de l'ouvrage et des avoisinants concernés (G3), de l'adaptation ou de l'optimisation de l'ouvrage géotechnique proposée par l'entrepreneur (G3).
- donner un avis sur la prestation géotechnique du DOE et sur les documents fournis pour le DIUO.

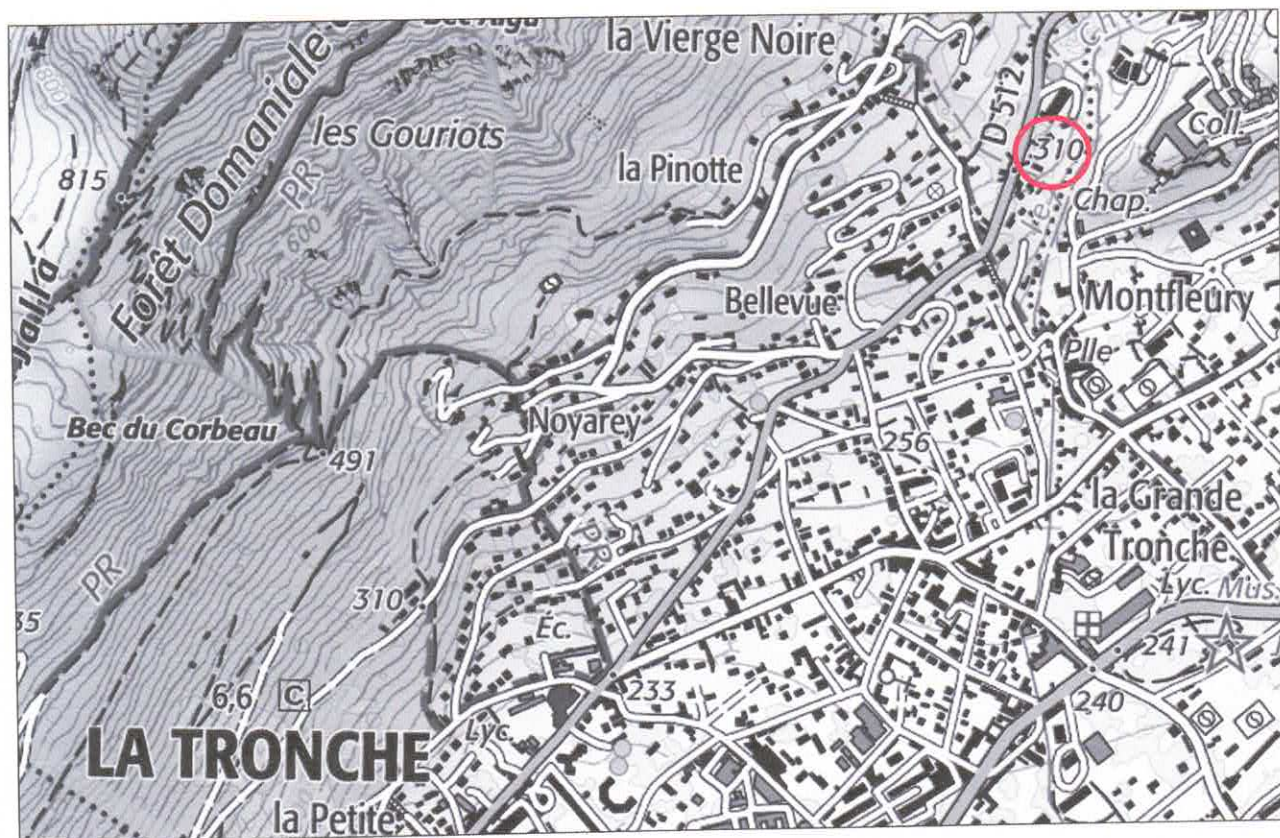
DIAGNOSTIC GÉOTECHNIQUE (G5)

Pendant le déroulement d'un projet ou au cours de la vie d'un ouvrage, il peut être nécessaire de procéder, de façon strictement limitative, à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques, dans le cadre d'une mission ponctuelle. Ce diagnostic géotechnique précise l'influence de cet ou ces éléments géotechniques sur les risques géotechniques identifiés ainsi que leurs conséquences possibles pour le projet ou l'ouvrage existant.

- Définir, après enquête documentaire, un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques (par exemple soutènement, causes géotechniques d'un désordre) dans le cadre de ce diagnostic, mais sans aucune implication dans la globalité du projet ou dans l'étude de l'état général de l'ouvrage existant.
- Si ce diagnostic conduit à modifier une partie du projet ou à réaliser des travaux sur l'ouvrage existant, des études géotechniques de conception et/ou d'exécution ainsi qu'un suivi et une supervision géotechniques seront réalisés ultérieurement, conformément à l'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étape 2 et/ou 3).

Plan de situation

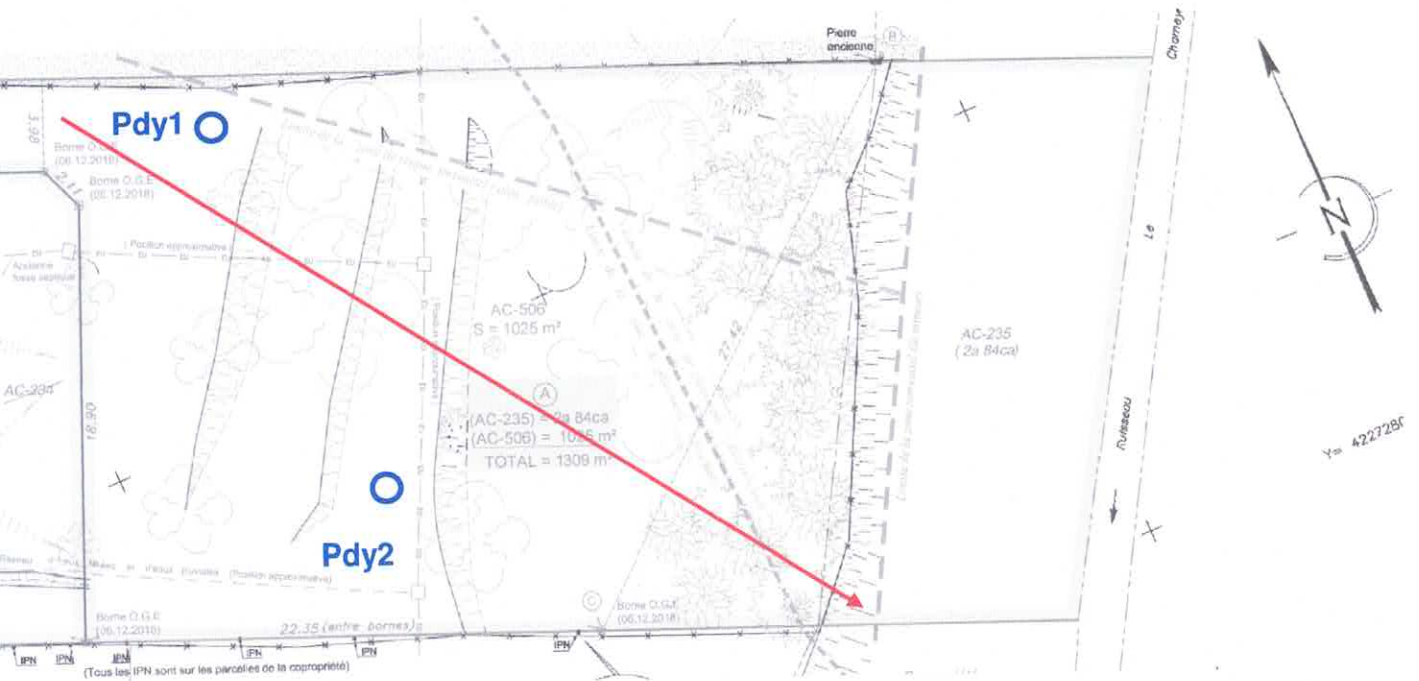
(extrait carte IGN)



Nord



panneau électrique PE1 → sondages pénétrométriques Pdy1 et Pdy2 ○



- MECANIQUE DES SOLS
- MECANIQUE DES ROCHES
- INSTRUMENTATION - CONTRÔLES - ESSAIS
- RISQUES ET CARTOGRAPHIE
- ETUDES - CONCEPTIONS - SUIVI
- MAÎTRISE D'OEUVRE - EXPERTISE



AGENCES - FRANCE METROPOLITAINE

NORD OUEST

ZAC de la Briqueterie
76160 ST JACQUES /DARNETAL
+(33) 2 35 60 14 51
rouen@imsrn.com

ALSACE

6, rue de l'Industrie
67730 CHATENOIS
+(33) 3 90 58 81 92
alsace@imsrn.com

ALPES DU NORD

SIEGE SOCIAL
Parc Pré Millet
680 Rue Aristide Bergès
38300 MONTBONNOT
+(33) 4 76 52 41 20
contact@imsrn.com

MASSIF CENTRAL

4, rue de la Mégisserie
12100 MILLAU
+(33) 5 65 62 87 78
millau@imsrn.com

ALPES DU SUD

Parc Lingostière
16, chemin de Saquier
06200 NICE
+(33) 4 92 29 11 10
paca@imsrn.com

PYRENEES

Espace Jean Pégot
31800 ST GAUDENS
+(33) 5 61 94 73 55
pyrenees@imsrn.com

MEDITERRANEE

Parc Agropolis
2214, bld de la Lironde - Bât. 8
34980 MONTFERRIER SUR LEZ
+(33) 4 67 87 91 15
montpellier@imsrn.com

VAR

ZI Les Ferrières
44, rue du Liège
83490 LE MUY
+(33) 9 50 43 44 36
var@imsrn.com

CORSE

ZA de Corte n° 25
20250 CORTE
+(33) 4 95 10 38 49
corse@imsrn.com

AGENCES - DOM

GUADELOUPE

ZAC de la Lézarde
97170 PETIT BOURG
+(33) 3 90 94 21 08
guadeloupe@imsrn.com

MARTINIQUE

1027, route de Morne Pavillon
97232 LE LAMENTIN
+(33) 5 96 55 08 60
martinique@imsrn.com



Donnez-nous votre avis !
satisfaction.imsrn.com